



Communiqué

Le 25 novembre *journee internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes*, est l'occasion de réaffirmer notre volonté d'en finir avec le fléau des violences sexistes et sexuelles en France comme dans le reste du monde.

ÉTAT DES LIEUX DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES EN FRANCE

- > 1 femme sur 2 a déjà subi une violence sexuelle ;
- > 213 000 femmes victimes de violences physiques ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint ;
- > Un enfant subit l'inceste toutes les 3 min ;
- > 85% des personnes trans sont agressées au cours de leur vie ;
- > 8000 femmes sont victimes de viol sur leur lieu de travail tous les ans. 30% de femmes déclarent avoir déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail.
- > 80% des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences.

Les récentes et nombreuses affaires médiatisées révèlent la nécessité et l'urgence d'une mobilisation et d'actions collectives sociétale et politique pour **combattre toutes les formes de violences envers les femmes et les enfants**.

. CELA PASSE PAR UN BUDGET AMBITIEUX AFIN QUE LES DÉCLARATIONS D'INTENTION SE CONCRÉTISENT EN ACTES FORT.

Ainsi, nos organisations syndicales exigent une **loi cadre intégrale** qui prenne en compte tous les aspects de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, c'est à dire **prévention, éducation, protection des victimes et solidarité financière**.

Dans ce cadre, les services publics d'Éducation, de police, de justice doivent être renforcés ainsi que l'accès aux services sociaux, de logement et de santé.

Nos organisations alertent, dans ce contexte, sur les conséquences de l'austérité budgétaire mise en oeuvre par le gouvernement Barnier. Lutter contre les violences faites aux femmes, aux minorités de genre et aux enfants nécessite des moyens qui ne peuvent faire l'objet de nouvelles restrictions budgétaires.

LES MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE NE SONT PAS ÉPARGNÉS.

La détermination sans faille des organisations syndicales a permis d'obtenir **un dispositif de recueil et de traitement des signalements des actes de violences et de discriminations** ; elles ont obtenu la prise en compte des violences conjugales dans ce dispositif. Mais faute de volonté politique à certains endroits, ces leviers ne sont pas toujours opérationnels. Les organisations syndicales poursuivront leurs actions au niveau des ministères et des académies, dans les universités, les établissements de la recherche et du sport.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS LA PRÉVENTION, LA DÉTECTION ET LA PRISE EN CHARGE DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, EST DÉCISIF. D'autant plus dans le contexte grave où l'Extrême droite aidée par des collectifs de parents prétendument « vigilants » instrumentalisent les violences pour promouvoir des programmes d'exclusion.

C'EST POURQUOI NOS ORGANISATIONS SYNDICALES EXIGENT :

- > que, tel que les textes le prévoient, les heures annuelles d'éducation à la sexualité et à l'égalité soient effectives pour tous et toutes les élèves à tous les niveaux de la scolarité
- > des campagnes de sensibilisation aux violences physiques ou sexuelles pour tous et toutes les élèves et étudiant.es
- > le soutien indéfectible de l'administration face aux menaces et intimidations des partis et groupuscules qui portent atteintes aux valeurs de l'École
- > Un protocole rigoureux de prise en charge des élèves victimes de violences sexistes et sexuelles.

PAR AILLEURS LE MILIEU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST SECOUÉ PAR D'INNOMBRABLES SCANDALES RÉVÉLÉS RÉGULIÈREMENT ET DE TRÈS NOMBREUSES VICTIMES.

Le plan d'action du MESR est bien trop timide et s'apparente plus à une campagne de communication qu'à un plan ambitieux. **Les budgets liés à la lutte contre les violences physiques ou sexuelles n'ont pas été versés ou versés de manière discrétionnaire.** Aucun engagement de postes pérennes pour nos collègues chargés des questions égalité et violences physiques ou sexuelles dans les établissements. Le compte n'y est pas !

EN CETTE PÉRIODE DE MULTIPLICATION DES CONFLITS ARMÉS NOUS EXPRIMONS TOUTE NOTRE SOLIDARITÉ

aux femmes victimes de guerre et aux filles dont l'accès à l'école et à l'université est empêché, les privant d'un outil primordial à leur émancipation. Notre solidarité va à toutes les afghanes dont les droits les plus fondamentaux sont bafoués par un régime violent intégriste et obscurantiste, à toutes les iraniennes qui se battent pour leur droit à la liberté de se vêtir comme elles le souhaitent contre un régime théocratique et autoritaire qui veut les enfermer dans un carcan intégriste.



**NOS ORGANISATIONS SYNDICALES
FSU, FERC CGT, SUD, UNSA ET CFDT
appellent à
REJOINDRE LES ACTIONS
ET LES MOBILISATIONS ORGANISÉES
AUTOUR DE LA JOURNÉE DU 25 NOVEMBRE.**